

Sous embargo jusqu'au 07.05.2026, 8:00

COMMUNIQUE DE PRESSE INTERPARTIS

Delémont, le 7 mai 2026

« Pas de Suisse à 10 millions » : une alliance de jeunes s'unit pour défendre le quotidien de la population jurassienne !

Une alliance de jeunes jurassiennes et jurassiens issus de différents partis politiques appelle à rejeter l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ». Si elle peut sembler apporter une réponse simple, elle ne correspond pas aux réalités du Jura ni aux conséquences concrètes pour celles et ceux qui y vivent. La pression sur certaines infrastructures essentielles, comme les places en crèche ou les logements, est réelle. Mais cette initiative n'y répond pas et risque au contraire de créer de nouveaux problèmes.

Limitier fortement l'accès au marché du travail, alors que les besoins restent, ne supprime pas les difficultés : cela les déplace. La pression augmente sur les personnes déjà en emploi, les conditions se dégradent et, à terme, les salaires et les droits reculent – pour toutes et tous, indépendamment de la nationalité.

Cette dynamique fait écho à des réalités que la Suisse a déjà connues. Le statut de saisonnier, qui limitait fortement les droits des travailleurs et travailleuses étrangers et empêchait notamment le regroupement familial, a laissé une empreinte durable : familles séparées, enfants privés de scolarité, vies dans l'incertitude. Revenir vers ces logiques ne constitue pas une réponse d'avenir.

Pour le domaine des soins, les effets de l'initiative seraient immédiats dans le Jura. Les équipes font déjà face à une charge de travail importante. À l'échelle suisse, près d'un tiers du personnel soignant est formé à l'étranger – une réalité qui se ressent aussi dans notre canton. Réduire les possibilités de travailler et de s'installer ne fera pas disparaître les besoins. Cela signifie concrètement une pression accrue sur celles et ceux qui assurent déjà les soins au quotidien, et des répercussions directes sur les patients.

Avec les incertitudes que cette initiative pourrait créer dans les relations avec nos partenaires internationaux, certaines entreprises risquent de se retrouver dans une situation plus instable que d'autres. Cela peut favoriser des formes de concurrence déloyale, avec une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail et, à terme, une fragilisation de notre tissu économique et industriel.

Dans une région frontalière comme le Jura, ces dynamiques ont aussi des effets concrets sur la vie locale. Si les conditions deviennent plus incertaines, certaines personnes qui travaillent ici peuvent être contraintes de partir vivre de l'autre côté de la frontière. Cela fragilise l'ancrage de la population dans le canton et réduit les retombées économiques locales ainsi que les revenus fiscaux.

Contrairement à ce que prétend l'UDC, l'acceptation de cette initiative va également fragiliser certains accords internationaux, notamment liés à la sécurité, comme Schengen ou Dublin, en limitant l'accès à des outils de coopération et d'échanges d'informations internationaux, mettant sous pression la sécurité de la population.

Pour les jeunes du Jura, l'enjeu est clair : pouvoir construire son avenir ici, avec des perspectives stables et des conditions de vie dignes. Les défis existent, mais ils demandent des réponses concrètes, adaptées à notre réalité – tout le contraire de ce que propose l'initiative de l'UDC. Refuser cette initiative, c'est choisir un Jura attractif, avec des conditions de travail solides, des règles équitables et des services publics de qualité.

Renseignements:

- Félicia Fasel, comité Jeunesse Jurassienne Socialiste, 079 337 73 10 : “Le Jura s’est construit sur l’ouverture et la solidarité, pas sur l’exclusion et le repli. Les jeunes de notre région ont besoin de perspectives, pas de politiques de la peur.”
- Isaure Juillard, co-présidente des Jeunes du Centre Jura, 079 197 98 36 : “Je voterai non à l’initiative dite “pour la durabilité”. Les défis liés à la croissance démographique sont réels : intégration ou pression sur les logements et infrastructures entre autres, mais un plafond rigide de population ne les résoudra pas. Il fragiliserait surtout notre économie, nos relations avec l’Europe et l’avenir des jeunes générations. La durabilité doit rimer avec responsabilité, pas avec repli.”
- Morgan Chételat, comité Jeunes Vert'libéraux Jura, 079 448 72 21: "L'UDC prétend protéger la Suisse, mais c'est une balle dans le pied. Avec une population vieillissante, nous avons besoin de travailleurs immigrés pour financer nos retraites et nos soins. Fermer la porte aujourd'hui, c'est une facture encore plus lourde pour la prochaine génération.”
- Yael Ivon, comité des Jeunes POP, 078 342 98 23 : “ Fixer un chiffre magique comme 10 millions, c’est un peu comme croire qu’en arrêtant l’horloge, on empêche le temps de passer.”
- Anael Lovis, comité des jeunes PLR, 079 704 82 73 :“Je voterai non à l’initiative « Pas de Suisse à 10 millions ». Non pas parce que les problèmes qu’elle soulève n’existent pas ou ne doivent pas être traités, mais parce que les solutions proposées ne sont pas appropriées. Pour le Jura, son acceptation nuirait aux entreprises exportatrices, à l’emploi et au marché du travail, tout en mettant en danger nos relations avec l’Union européenne. Elle fragiliserait aussi la Suisse en matière d’asile et de sécurité en remettant en cause les accords Schengen/Dublin, alors que la coopération transfrontalière est essentielle face à la criminalité.”
- Léonard Paget, comité des Jeunes Vert-e-x-s, 078 240 83 39 : “Ne laissons pas les étrangers être les boucs émissaires du dérèglement climatique ; c’est ensemble que nous améliorerons nos conditions de vie. Non à l’initiative qui n’a rien de durable !”
- Théo Comte, coprésident des Jeunes du Centre Jura, 079 122 62 35 : “Parce qu’elle menace l’économie et la prospérité industrielle de notre région ; parce qu’elle manque sa cible et qu’elle est extrémiste, nous votons NON à l’initiative pour la durabilité.”
- Marion Stadelmann, comité Jeunesse Jurassienne Socialiste, 078 836 68 52 : “Sous couvert de xénophobie, l’initiative du chaos de l’UDC contribuera à diviser les personnes qui travaillent et aura un impact significativement négatif sur nos salaires.”
- Théo Léger, comité des Jeunes POP, 077 412 16 03 : “Que fera l’UDC quand nous serons à 10’000’0001 ? ”